

CHAMBRE DE COMMERCE
FRANCO-ARABE

Newsletter

Franco-Arabe

LA LETTRE MENSUELLE DE LA CCFA - NUMÉRO SPÉCIAL - FORUM FRANCE-PAYS DU CCG

« FORUM ÉCONOMIQUE
FRANCE-PAYS DU GOLFE »
PARIS 19 OCTOBRE 2016

Le Conseil de Coopération du Golfe :
un partenaire stratégique pour la France

Le CCG a trente cinq ans !

En effet, c'est le 25 mai 1981 qu'est né le Conseil de Coopération du Golfe qui réunit six pays : l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Emirats arabes unis et Oman.

Fondé à Abou Dhabi par les ministres des affaires étrangères des six pays qui le composent, le CCG est né sous l'impulsion de l'Arabie saoudite dans le but d'assurer la stabilité économique et politique de cette région, et d'assurer à ses membres les moyens collectifs de se défendre face aux menaces extérieures, à une période où l'on pouvait craindre de voir la péninsule Arabique devenir une zone d'affrontement entre les deux grandes puissances de l'époque.

Sur le plan économique, l'objectif principal du CCG était de créer un marché commun, puis une union monétaire. Si, l'accord pour l'établissement d'une zone de libre-échange voit le jour dès 1983, il faudra attendre vingt ans pour voir naître une union douanière et vingt-cinq pour parvenir à un véritable Marché Commun. Quant à la monnaie unique, qui devait marquer l'affirmation de l'identité économique du CCG, elle n'a toujours pas vu le jour.

Trente cinq ans après sa création, ce groupe de pays qui s'étend sur 2,6 millions km², abrite 40% des réserves d'hydrocarbures de la planète, et produit 30% du pétrole consommé chaque jour dans le monde, est devenu le 12^{ème} acteur économique mondial en terme d'échanges

avec près de 6% du commerce mondial. Ce marché de 50 millions d'habitants qui génère un PIB de 1.7 Mds de dollars et un taux moyen de croissance supérieur à la majeure partie des pays de l'OCDE, constitue désormais le cinquième marché d'exportation pour l'Union européenne.

Pour la France, le CCG est élevé au rang de partenaire stratégique. Un choix maintes fois affirmé et confirmé par les plus hautes autorités françaises. Il reflète la convergence des points de vue des deux parties sur les dossiers les plus chauds et leurs rôles dans la stabilité et l'équilibre de cette région. Comme il confirme aussi l'importance de leurs relations économiques qui pour la France, le CCG serait un relai de croissance pour ses entreprises et pour le CCG, l'Hexagone serait un acteur majeur dans le développement et la diversification de son économie.

La Chambre de commerce Franco-Arabe est heureuse d'accueillir aujourd'hui tous les acteurs politiques et économiques de la relation France-Pays du Golfe afin de baliser le chemin de ce partenariat « gagnant-gagnant », entre l'Hexagone et ses partenaires dans le Golfe.

Nous souhaitons le plus grand succès à cette 3^{ème} édition du « Forum France –Pays du Golfe ».

Dr. Saleh Al-Tayar
Secrétaire Général de la CCFA

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE



Chambre de commerce franco-arabe - 250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59 - e-mail : info@ccfranco-arabe.org - site web : www.ccfranco-arabe.org

CCG : relever les défis du millénaire commençant



Relever les défis du nouveau millénaire, ancrer l'économie dans la mondialisation et répondre aux attentes de la population qui aspire à plus de progrès, voilà les idées qui animent et guident les stratégies de tous les gouvernants dans les pays du Conseil de coopération du Golfe.



Moderniser les infrastructures, diversifier l'économie, créer un climat propice aux affaires, attirer les investisseurs étrangers et donner plus de place au secteur privé dans la création de la richesse, voilà le schéma à suivre pour atteindre les objectifs et offrir aux jeunes générations une société plus généreuse en terme d'emploi, de confort, de justice sociale, et de qualité de vie.

Depuis des décennies, les pays du CCG se sont engagés sur cette voie, et la chute des prix du brut n'a fait que conforter ce choix, et accélérer la cadence de la mise en place des ambitieux programmes.

« Vision 2020 » à Oman, « Vision 2021 » aux Emirats, « Vision 2030 » en Arabie, tous les plans portent presque le même nom et se projettent dans le futur, avec force et conviction, mettant tous les moyens, élaborant tous les plans, investissant tous les terrains, visitant tous les secteurs, tout entre dans leur ligne de mire : agriculture, transports, télécommunication, énergies du futur, villes nouvelles, enseignement, formation, tourisme...et la liste est longue aussi longue que le nombre de projets en cours de préparation, ou les chantiers en réalisation.

Ainsi dans le domaine de l'énergie, explorer de nouveaux sites, augmenter la production des sites existants, diversifier les sources d'énergies, et investir dans les énergies du futur, les pays du CCG ne sont plus à la traîne et les experts les plus connus en la matière, estiment les investissements nécessaires dans ce secteur à des sommes colossales : près de \$750 milliards. Sur ce total, la part du pétrole est de l'ordre de \$250 milliards, contre \$200 milliards pour le gaz naturel et \$316 milliards pour l'électricité. Quand à la répartition des investissements par pays la part du lion revient à l'Arabie Saoudite avec près de \$200 milliards, les Emirats et le Qatar près de \$80 milliards chacun, le Koweït \$60 milliards et Oman \$20 milliards.

Autre énergie, et non des moindres, l'électricité, puisque les pays du Golfe comptent parmi les plus gros consommateurs d'électricité dans le monde. Un vrai casse tête pour les autorités et un grand défi qui les pousse à faire appel aux nouvelles technologies pour augmenter leurs productions et répondre

aux besoins croissants de la consommation privée et industrielle. C'est dans cette optique que les pays du Golfe ont mis en place un organisme, doté de \$1407 mds pour superviser la création d'un réseau électrique commun en vue de créer un marché électrique du golfe. Ce réseau prévoit dans ses phases finales une possible connexion avec le réseau électrique arabe et le réseau européen.

Au poste des énergies nouvelles qui font une entrée remarquée dans le programme du mix énergétique des pays de la région, les Emirats Arabes Unis ont annoncé plus de \$100 mds d'investissements dans les énergies alternatives et renouvelables pour porter à 15% le ENR dans son mix énergétique, et l'Arabie saoudite, qui dépend exclusivement du pétrole et du gaz pour sa production électrique, prévoit d'investir \$109 milliards pour produire 41 gigawatts d'énergie solaire d'ici 2032 afin d'assurer 30% de ses besoins en électricité. Enfin le Qatar a annoncé sa volonté de multiplier par 60 d'ici 2030 sa capacité de production électrique d'origine renouvelable.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org



Avec 1 800 MW à cet horizon, les énergies renouvelables devraient ainsi compter pour 20% de la capacité de production électrique totale.

Quand au nucléaire, si les Emirats Arabes Unis ont été les premiers dans la région à avoir misé sur le nucléaire pour assurer 25% de leurs besoins énergétiques, l'Arabie saoudite souhaite aussi rentrer dans ce club fermé et s'apprête à lancer son programme pour la construction de seize réacteurs d'ici 2030 pour un coût évalué à 100 milliards de dollars. Dans cette perspective, elle a signé un accord de coopération avec la France et les Etats-Unis et discute un accord similaire avec la Russie.

Les Emirats se sont lancés dans l'« aquifer storage recovery », qui consiste à injecter et à stocker de l'eau dessalée dans les nappes souterraines vides,

Dans le secteur de l'eau, avec le réchauffement climatique annoncé, l'augmentation de la consommation d'une population en forte croissance démographique, et les besoins grandissants de l'industrie, l'offre d'eau peine de plus en plus à répondre à la demande et cette denrée nécessaire à la vie pourrait manquer ou du moins devenir plus rare.

Et les investissements dans ce domaine sont à la hauteur des enjeux. Investissements dans le dessalement de l'eau, dans le traitement des eaux usées et dans la distribution de l'eau potable, dans la réparation des failles des infrastructures existantes, et enfin dans la construction de réservoirs de stockage « water security mega reservoirs » pour augmenter l'autonomie des villes en cas d'incidents sur les unités de dessalement.

Plus de 225 milliards de dollars seront investis dans ce domaine dans la pro-

chaine décennie. En Arabie saoudite les projets de dessalement d'eau en cours s'élèvent à 11 milliards de dollars et aux Emirats arabes unis, 20% des \$100 mds alloués aux énergies nouvelles vont au secteur de l'eau. Le Qatar a décidé d'investir près de 2 milliards de dollars dans un projet de « water security » pour la construction de cinq immenses réservoirs en béton qui doivent lui permettre de passer en 2026 d'une autonomie de deux à sept jours en cas de gros pépin sur ses unités de dessalement.

Les Emirats se sont lancés dans l'« aquifer storage recovery », qui consiste à injecter et à stocker de l'eau dessalée dans les nappes souterraines vides, et l'Abu Dhabi Water and Electricity Authority (Adwea) a mis en chantier un projet estimé à 500 millions de dollars, qui vise à entreposer 26 millions de mètres cubes dans le sous-sol de la région de Liwa.

Dans le secteur de la santé, la croissance démographique, l'augmentation de l'espérance de vie et la multiplication des maladies liées à l'adoption d'un nouveau mode de vie, sont parmi les facteurs majeurs qui favorisent la croissance des dépenses liées à la santé dans les pays arabes et plus particulièrement dans les pays du Golfe. Au cours des dernières années, les dépenses liées à la santé ont explosé. Pourtant ces efforts restent loin de satisfaire la demande croissante ou de répondre aux besoins importants de la population. Construction d'hôpitaux, équipements et matériels de pointe, médicaments, gestion des centres de soins ou formation du personnel... les dépenses en matière de santé dans les pays du Golfe prendront encore une part importante de leur PIB. Au Koweït ces dépenses représentaient en 2014 3% du PIB, Bahrein 5%, Oman 3,2%, Arabie saoudite 4,7% et aux Emirats 3,6%, et au Qatar 2,8%.

L'économie numérique. E-commerce, e-gouvernement, e-tourisme, e-éducation et e-travail le numérique entre de plain pieds dans l'économie des pays du Golfe qui enregistre un taux de pénétration d'internet parmi les plus élevés dans le

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org



monde, grâce notamment aux efforts réalisés pour favoriser l'émergence d'une économie basée sur le savoir et qui demandent des efforts dans l'éducation, l'enseignement et la formation pour donner aux citoyens la compétence qui permet de créer et de partager les connaissances et de bien les utiliser et aussi aux investissements colossaux qui ont permis de construire des infrastructures de qualité.

Au niveau du commerce sur internet, le marché se développe d'une façon significative tous les ans et l'on estime que 66% des internautes utiliseraient la toile pour rechercher des produits et des services. En Arabie saoudite 10% des utilisateurs d'internet sont des acheteurs potentiels, 40% au Koweït, 30% aux Emirats. 32% des acheteurs sur internet sont des femmes.

Quand à l'internet de demain celui des objets connectés, il est appelé à se développer rapidement dans les pays du CCG où la construction des villes nouvelles et des mégapoles, sont de grandes consommatrices de cette technologie. L'Internet des objets connectés pourra gérer demain des initiatives multiples telles que les systèmes d'approvisionnement en eau potable, gérer le secteur des énergies renouvelables, la surveillance des effets du changement climatique, la surveillance à distance...

Dans le secteur du transport, les pays du CCG sont engagés dans de vastes programmes d'infrastructures pour doter leurs pays des moyens de transports les plus modernes, les plus rapides et les plus sophistiqués : métro, tram, et train de grande vitesse les investissements furent malgré la chute des prix du pétrole et le recul des recettes publiques, à titre d'exemple : citons l'extension du métro de Dubaï, celui de Doha, le Tram à Lusail, le pro-

jet de métro à Koweït City, Riyad, la Mecque, Djedda, Médine, et Dammam. Plus globalement et au niveau de tous les pays du CCG, citons le projet du rail qui devrait relier toutes les capitales dans la région. A cela il faut ajouter l'extension des infrastructures portuaires et aéroportuaires. L'aéroport de Dubaï devrait pouvoir gérer un flux de 160 millions de passagers par an d'ici 2025, l'extension des deux aéroports à Doha, l'extension de l'aéroport international de Koweït...

Comme on peut le constater, dans tous les domaines cités, la demande est forte. Et la France, pays ami et partenaire privilégié dispose dans tous ces pays d'importants atouts. La France est appréciée pour la sensibilité qu'elle porte aux problèmes de cette zone, et à ses positions en faveur de ses causes justes et légitimes. La France est louée dans tous ces pays pour le raffinement et la qualité de ses produits, pour la compétence, l'ingéniosité et l'expertise de ses entreprises. Thales, Veolia, Airbus, Total, Orange, Suez Environnement, Areva, Vinci, Bouygues... et beaucoup d'autres encore et dont les enseignes sont connues, car l'offre française est aujourd'hui vaste et diversifiée et va au-delà de ce l'on vient de citer puisqu'elle englobe désormais la French Tec, qui rassemble des centaines d'entreprises et des stars up dynamiques et innovantes dans le numérique, qui conceptualisent et réalisent les applications qui changeront notre vie demain.

Par ailleurs, et au-delà de ces grands groupes mondialement connus, les petites et moyennes entreprises françaises animent et font vivre au quotidien cette relation privilégiée entre la France et les pays du Golfe. Faut-il rappeler les 70 implantations françaises en Arabie et les 600 autres aux Emirats... Toutes ces entreprises participent à la vie économique des pays où elles sont implantées, créant de la richesse, des emplois, et transmettant un savoir qui se perpétue.

Tout cela est important, tout cela témoigne de la solide relation entre la France et les pays du Golfe, et de l'existence d'un réel intérêt commun. Mais aujourd'hui, face à la concurrence, à la montée en puissance des pays émergents, aux conséquences de la crise économique et financière mondiale qui impacte encore la croissance mondiale, aux défis des changements climatiques et énergétiques, face à tous les défis du millénaire commençant, il faut resserrer les liens pour une plus grande implication de la France avec les pays de cette région.

Les idées avancées, ici et là, sont généreuses, elles préconisent pour l'essentiel de jouer « gagnant-gagnant ». Elles appellent à réinventer une nouvelle façon de coopérer, une nouvelle façon de créer la richesse dans une vision politique de co-développement à long terme qui tout en créant la richesse dans un pays apporterait aussi un bénéfice aussi à la France. Notre Forum aujourd'hui est la meilleure occasion pour avancer ensemble dans cette startégie.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

Perspectives de croissance dans les pays du CCG

2.1% de croissance du PIB en 2016 et 3,4% en 2017

3,5% en 2016 et 3,9% en 2017 pour le secteur privé



Après, la Banque mondiale, le FMI, ou encore l'OCDE, qui ont tous revu à la baisse leurs prévisions de croissance dans le monde pour 2016 et 2017, en raison, notamment, de la croissance anémique dans les économies avancées, la faiblesse persistante des prix des produits de base, l'atonie du commerce mondial et la diminution des flux de capitaux, le Fonds monétaire arabe a

publié au début du mois de septembre ses prévisions de croissance annonçant une croissance plus faible que prévue dans les pays du Conseil de coopération du Golfe en raison bien sûr de tout ce qui vient d'être cité auparavant, avec en plus, et plus spécifiquement pour ces pays, la chute des prix du pétrole, le ralentissement des dépenses publiques et le recul des liquidités sur les marchés. Pour le FMA, la croissance dans les pays du CCG devrait atteindre à la fin de cette année 2.1% avant de progresser fortement l'année prochaine et atteindre 3,4%.

En valeurs constantes, les prévisions de croissance de l'économie des pays du CCG, indiquent une progression de 2.1% à la fin de cette année en raison de la baisse des prix du pétrole mais aussi d'un ralentissement des dépenses publiques et de recul des liquidités sur les marchés nationaux. Cette croissance devrait se raffermir l'année prochaine et atteindre 3,4% grâce notamment aux réformes structurelles adoptées, à la politique d'équilibre budgétaire poursuivie et au soutien des dépenses publiques à un rythme qui rétablirait la confiance des acteurs économiques dans le secteur privé. Toutefois ces prévisions de croissance restent en dessous de la croissance mondiale annoncée pour 2016 - 2017 et qui serait respectivement de 3,2% et 3,5%.

Dans ces perspectives de croissance, le secteur privé devra prendre une part plus importante dans la création de la richesse nationale. Les prévisions du Fonds monétaire arabe projettent pour ce secteur une progression de 3,5% en 2016 et 3,9% en 2017. Bâtiments et travaux public, transport et logistique seront parmi les secteurs les plus dynamiques au cours des deux prochaines années, annonce le FMA.

Quand à l'inflation elle devrait terminer l'année en cours avec un taux moyen de 2,6% et évoluer autour de cette fourchette l'année prochaine. Des taux qui restent relativement supérieurs à ceux connus durant la période 2011-2015 en raison de la baisse ou de l'annulation de certaines subventions sur des produits de consommation comme l'eau, l'électricité ou les carburants, mais aussi la hausse des taux d'intérêts des prêts bancaires sur les marchés nationaux et son impact sur la hausse des prix de certains produits et services.

Enfin quand à la balance commerciale, les prévisions pour 2016 indiquent un déficit de 5,4% du PIB en prix courant pour l'ensemble de ces pays en raison du recul de leurs exportations. Pour 2017, la remontée des prix du brut en perspective devrait ramener ce déficit à 0.4%.

Par ailleurs le recul des exportations et la hausse des importations des biens comme des services et la forte augmentation des transferts des travailleurs étrangers vers leurs pays d'origine, pourront aggraver le déficit de la balance des paiements impactant ainsi le niveau de réserves en devises durant les deux années 2016-2017.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

La chute des prix du brut accélère les réformes

Depuis l'été 2014, les prix mondiaux du pétrole brut ont dégringolé de plus de 60% atteignant un plancher de 30 dollars le baril (Brent) en février 2016. Certes depuis cette date les prix se sont redressés évoluant aujourd'hui autour de 50 dollars le baril, mais cette reprise reste fragilisée par les stocks mondiaux très supérieurs aux moyennes historiques, l'augmentation des parts de marché de l'Iran et l'Irak, les 4500 puits de schistes inactifs aux Etats-Unis qui attendent pour augmenter ou réduire l'offre mondiale, et enfin la hausse importante de la production en Russie et en Arabie saoudite depuis janvier 2016 pour compenser la baisse des prix et gagner de nouveaux parts de marché.



Certes l'accord conclu dans la capitale algérienne le mercredi 27 septembre dernier ouvre la voie vers une entente mieux coordonnée entre les pays producteurs de l'or noir pour maintenir les prix à un niveau acceptable, mais de l'avis de tous les experts, il semble que le marché pétrolier soit entré désormais dans une nouvelle donne laissant peu d'espoir, dans un futur proche, de revoir les prix grimper au niveau auquel ils étaient il y a encore peu de temps.

*Dans quelle fourchette les prix de pétrole pourront-ils évoluer à moyen terme ?
Quel est le seuil de rentabilité pour les pays producteurs ?
Quelles sont les conséquences de l'évolution des prix sur les économies des pays producteurs et plus particulièrement les pays du Conseil de coopération du Golfe ?*

Autant de questions que le dernier rapport de la Banque mondiale tente d'y apporter quelques éléments de réponses ou tout au moins de nous donner des pistes de réflexion sur ce sujet hautement important.

La trajectoire des prix de pétrole brut fait l'objet de prévisions régulières, des prévisions dont les résultats hélas sont souvent incertains voire inexacts. A court terme, tout laisse à penser que le marché mondial du pétrole se maintiendra dans la situation actuelle de surapprovisionnement, et qu'au meilleur des cas, l'équilibre entre l'offre et la demande se rétablira au début des années 2020 avec des prix oscillant entre 50 à 60 dollars le baril.

Pourquoi cette fourchette de prix ? Tout simplement parce que l'on estime qu'en l'état actuel des choses, où la demande mondiale reste faible avec des stocks importants, une hausse des prix supérieure à 60

dollars le baril encouragerait le forage dans les puits de gaz de schiste alors qu'un prix inférieur à 50 dollars le baril limiterait les investissements dans ce secteur et par conséquent l'offre de cette denrée sur le marché poussant ainsi à nouveau les prix vers cette zone d'équilibre qui pour l'instant, à défaut d'un rebond significatif et durable de la demande mondiale, semble satisfaire à la fois les producteurs et les consommateurs.

Pourtant, cette fourchette de prix est, malheureusement, très en deça des prix nécessaires pour équilibrer les budgets des pays producteurs engagés depuis des années dans de vastes projets de développement et de diversification de leurs économies, et dans des programmes sociaux très coûteux.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-arabe.org



Aujourd'hui, la baisse des prix du brut obligent ces Etats à prendre des mesures audacieuses pour réduire leurs dépenses, à adapter leurs politiques de développement à court et moyen terme, et à mettre en place des mesures que l'on imaginait impensables il y a encore peu de temps.

Certes, des pays, notamment dans le Golfe, peuvent encore financer leurs ambitieux programmes de développement, comme le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis ou l'Arabie saoudite grâce à leurs importantes réserves en devises accumulées pendant les années fastes où le prix de pétrole culminait à 156 dollars le baril, mais jusqu'à quand ? L'année dernière, les seuls pays du CCG ont perdu 157 milliards de dollars de recettes pétrolières, et devraient en perdre encore 100 milliards cette année. Les soldes budgétaires des pays arabes exportateurs de pétrole ont viré d'un excédent de 128 milliards de dollars en 2013 à un déficit estimé à 264 milliards de dollars pour l'année en cours. Les soldes budgétaires de la Libye, de l'Arabie saoudite et de l'Algérie ont été estimés en 2015 respectivement à 75,3%, 18,9% et 15,7% de leur PIB.

Par ailleurs, les prix pétroliers nécessaires à l'équilibre des budgets des pays producteurs ont considérablement augmenté. En 2015, pour la Libye il fallait un baril à 196,9 dollars pour équilibrer son budget, 109,8 pour l'Algérie, 107,2 pour le Bahreïn, 100,5 pour l'Irak, et 105,6 pour l'Arabie saoudite.

Pour poursuivre leurs politiques de développement les pays pétroliers ont puisé dans leurs réserves, se sont tournés vers les marchés obligataires, ont réduit leurs dépenses, annoncé des réformes structurelles et pris des mesures

drastiques pour équilibrer leur budget. C'est le cas pour tous les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Ainsi en Arabie saoudite, « rationaliser les dépenses, diversifier l'économie, réduire le déficit, augmenter les recettes budgétaires hors hydrocarbures, dynamiser le secteur privé, encourager l'épargne, » sont devenus les maîtres mots de la nouvelle devise du royaume. Pour atteindre cet objectif, l'Arabie a adopté un plan de transformation national « Vision 2030 » développant une stratégie pour dynamiser la gouvernance, la transparence, et accroître les opportunités d'investissements au travers la diversification de l'économie, l'amélioration de la compétitivité, et le climat des affaires.

Dans le cadre de ce plan le ministère de l'Énergie prévoit de transférer l'ensemble de sa production d'énergie à des « partenaires stratégiques », de privatiser les usines de désalinisation de l'eau, d'augmenter sa production en énergie renouvelable, d'investir 300 millions de riyals pour identifier des lieux pour installer des centrales électriques ou nucléaires et de les aménager. D'ici 2020, le plan prévoit aussi une hausse de la contribution du secteur minier à la production nationale qui doit passer de 64 milliards de riyals à 97 milliards de riyals.

Par ailleurs « Vision 2030 » a budgétisé 300 millions de riyals sur cinq ans pour créer un « centre d'excellence » destiné à promouvoir la privatisation d'entreprises publiques, une liste des objectifs de dépenses pour des centaines d'initiatives dans le but de doper les objectifs économiques et sociaux, notamment 4,7 milliards de riyals pour la modernisation des salles d'urgence et des unités de soins intensifs des hôpitaux, 2,1 milliards de riyals pour restructurer le secteur postal, 5 millions pour mettre en place une autorité en charge de la propriété intellectuelle, 8 millions pour améliorer les résultats de la fonction publique et 3,5 milliards pour entretenir l'héritage culturel.

A Bahreïn, pour augmenter les recettes hors hydrocarbures, mieux maîtriser les dépenses, encourager les investissements, et doper le secteur privé, le gouvernement a annoncé des réformes qui prévoient de rétablir progressivement l'équilibre

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-arabe.org



du budget, au travers la rationalisation des dépenses, et la diversification des sources des recettes publiques. Par ailleurs il a réorganisé sa politique de subventions des prix afin de mieux cibler les couches sociales les moins loties et augmenter les taxes sur le tabac et l'alcool, les prix des carburants et les tarifs de certains services publics. Enfin il a accéléré la réorganisation de son système financier, pour encourager les investissements et soutenir les projets stratégiques.

A Oman, où la chute des prix du pétrole a amputé les revenus de l'Etat de plus de 10 milliards de dollars creusant le déficit public de 14% du PIB et le solde courant du même montant, les autorités ont adopté dans leur neuvième plan quinquennal une stratégie innovante qui associe les différentes catégories de la société à leur action et tire profit des expériences internationales les plus réussies en donnant la priorité aux partenariats entre le secteur public et privé. Par ailleurs pour réduire les dépenses publiques et retrouver l'équilibre budgétaire le gouvernement a réorganisé les priorités dans l'attribution des subventions, rationalisé les dépenses, et adopté des réformes pour améliorer le climat des affaires et encourager les investissements.

Par ailleurs, Oman a multiplié les projets autour des grandes villes côtières comme la capitale Mascat, Duqm, Sallalah et fait appel aux marchés obligataires, à des PPP, et à des investissements privés pour financer ces projets. Enfin une action particulière est donnée à l'enseignement et la formation considérés par les autorités parmi les priorités de son plan

d'action pour le développement du pays.

Au Koweït, où le pétrole représente plus de 50 % du PIB du pays et 93,6 % de ses recettes budgétaires, l'Etat a annoncé, pour la première fois depuis seize ans, un déficit budgétaire de 15,3 milliards de dollars pour l'exercice 2015/2016. Dans la foulée il a présenté un programme de réformes qui prévoit une action à court terme pour rééquilibrer les compte publics et augmenter la participation du secteur privé dans la création de la richesse nationale. A ce stade les autorités prévoient des réformes à différents stades dans certains secteurs économiques notamment les transports, la promotion immobilière, l'énergie, la santé, l'éducation, la gestion de l'eau et des eaux usées, la gestion des déchets solides, la gestion des finances publiques, les privatisations et les PPP. A plus long terme, les autorités prévoient des réformes institutionnelles et administratives, et une redéfinition du rôle de l'Etat dans l'activité économique du pays pour donner aux citoyens un accès plus important dans la gestion des grands projets.

mes à différents stades dans certains secteurs économiques notamment les transports, la promotion immobilière, l'énergie, la santé, l'éducation, la gestion de l'eau et des eaux usées, la gestion des déchets solides, la gestion des finances publiques, les privatisations et les PPP. A plus long terme, les autorités prévoient des réformes institutionnelles et administratives, et une redéfinition du rôle de l'Etat dans l'activité économique du pays pour donner aux citoyens un accès plus important dans la gestion des grands projets.

Au Qatar qui devrait afficher un déficit budgétaire de 8 milliards de dollars à la fin de cette année, soit l'équivalent de 5 % du PIB, les autorités ont mis en œuvre des mesures destinées à lutter contre l'impact du choc des prix pétroliers. Ainsi, l'administration publique a été restructurée et des mesures ont été prises pour lutter contre les dépenses inutiles, les sureffectifs et le gaspillage de tout genre.

Enfin aux Émirats arabes unis (EAU) qui produisent environ 3 millions de barils/jour de pétrole brut, les recettes pétrolières ont diminué, passant de 41 % du PIB en 2013 à environ 29 % du PIB en 2015, et l'excédent budgétaire de 10,4 % du PIB en 2013 s'est transformé en un déficit estimé à 5,2 % du PIB pour 2016. Pourtant les pouvoirs publics avaient entrepris depuis quelques années de diversifier leur économie en investissant dans les secteurs économiques non pétroliers comme les centres financiers, l'immobilier, les plateformes aéroportuaires internationales, les centres de sport, de tourisme ainsi que dans les industries légères, les services de transport et le commerce de détail.

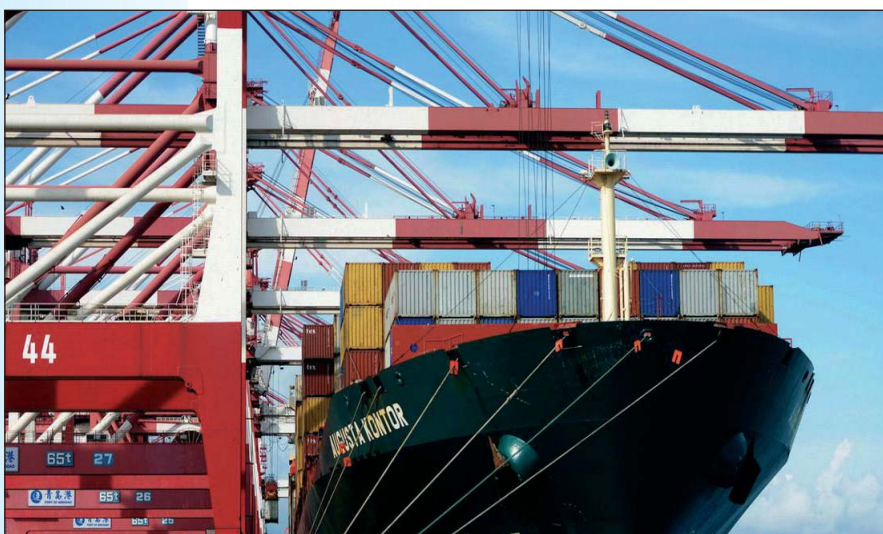
Soucieux d'augmenter les recettes non pétrolières les pouvoirs envisagent d'instaurer un impôt sur les sociétés, et de mettre en place d'autres mesures comme, notamment une réduction des subventions de l'eau et de l'électricité, une TVA en 2018 conjointement à d'autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Enfin les Emirats arabes unis ont adopté récemment une loi sur la faillite et mis en place un nouveau code d'investissements.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-Arabe.org

1018.2 Md\$ le volume des échanges du CCG en 2015

6% des échanges sur la planète

Douzième acteur économique mondial avec près de 6% des échanges sur la planète, les pays du Conseil économique du Golfe ont vu leurs échanges extérieurs baisser de 23% l'année dernière passant à 1018,2 Mds de dollars contre 1335,8 Mds de dollars en 2014 en raison bien évidemment de la chute des prix du pétrole.



Hors hydrocarbures, les exportations ont baissé de 5,2% à 195,8 Mds de dollars contre 206,6 Mds de dollars une année auparavant et les importations hors hydrocarbures ont baissé de 2,4% à 464,1 Mds de dollars contre 475,6 Mds de dollars en 2014.

Les hydrocarbures et le secteur minier ont représenté 65.3% des exportations des pays du CCG l'année dernière, alors que les machines et les machi-

nes outils arrivaient en tête des produits importés avec 13.3% des importations.

Par ailleurs les échanges de biens hors hydrocarbures entre les pays membres du CCG ont progressé de 34.3% entre 2011-2015, ils ont atteint 50,8 Mds de dollars l'année dernière.

Les échanges commerciaux des pays du CCG ont baissé de 23.8% en 2015 atteignant le montant de 1018.2 milliards d'euros contre 1335.8 milliards une année auparavant.

Les exportations de biens ont baissé de 35.6% à 554.1 milliards de dollars contre 860.2 milliards en 2014 en raison de la chute des prix du brut et les importations de biens ont baissé de 2.4% à 464.1 milliards de dollars contre 475.6 milliards de dollars en 2014.

Au Koweït, les exportations de biens ont reculé 45.2% en Arabie saoudite de 40.9%, au Qatar de 39.0%, à Oman de 34.4% à Bahreïn de 28.1% et aux Emirats arabes unis de 21.5%.

Quand aux importations de biens, elles ont reculé de 16.6% au Bahreïn, 6.3% à Oman, 2.9% aux Emirats, 2.2% en Arabie saoudite alors que les importations ont grimpé de 7.1% au Qatar et 2.8% au Koweït.

En 2015 les exportations de biens hors hydrocarbures des pays du CCG ont accusé une baisse de 5.2% à 195.5 milliards de dollars

contre 206.6 milliards en 2014. Les exportations vers la Chine ont baissé de -16.1%, l'Inde -8.6%, la Belgique -8.2% et l'Iran de -6.3%, alors que les exportations ont progressé de +14,1% vers les États unis, et 0.4% vers l'Irak. Par ailleurs, les exportations de biens hors hydrocarbures entre les pays membres du CCG ont grimpé de 3.1% à 50.8 milliards de dollars.

LES PARTENAIRES COMMERCIAUX DU CCG EN 2015

Hors hydrocarbures, l'Inde est arrivée en tête de peloton des clients des pays du CCG avec 8,5% des produits exportés, suivie par l'Iran 5.8%, la Chine 5.7%, l'Irak 5.8%, les États unis 3.3%, la Belgique 3.1% et le reste du monde 43.4%.

Toujours hors hydrocarbures, la Chine arrive en première position des fournisseurs des pays du CCG avec un total de 12,8% des biens

importés, suivent les Etats unis avec 11.3%, l'Inde, l'Allemagne et la Coré du Sud avec respectivement 6.4%, 6.2%, 5.9%, et 3.9% et le reste du monde 53.3%. Les hydrocarbures

Quand aux produits et bien importés, les machines et machines outils représentaient 13.3%, viennent ensuite les véhicules 12.8%, les pierres et métaux précieux 11.7%, les



machines électriques 10.3%, les produits métalliques finis 3.2% et les autres produits 48.7%.

Les échanges entre les pays membres du CCG

Concernant les échanges hors hydrocarbures entre les pays du CCG, leur volume a atteint 50.8 milliards de dollars l'année dernière. Les Emirats arabes unis viennent en première position des exportateurs vers ses pays voisins membres du CCG avec 20.6 milliards de dollars en 2015 contre 18.2 milliards en 2014, suivis par l'Arabie saoudite avec 12.5 milliards de dollars, Oman 6.5 Mds, Bahrein 6.0 Mds, le Qatar 3.1 Mds, le Koweït 2.1 Mds.

représentent l'essentiel des exportations des pays du CCG avec 65.3% des exportations viennent ensuite les pierres précieuses 7.5%, les matières plastiques 4.3%, les véhicules et machines roulants 3.0%, les produits chimiques et organiques 2.6%, et les autres produits 17.2%.

18,7 Mds € LE VOLUME DES ÉCHANGES AVEC LA FRANCE

Avec un solde en faveur de la France de 4Mds €

Les Echanges de la France avec les pays du CCG ont atteint l'année dernière 18,7 Mds d'euros contre 19,4 Mds d'euros en 2014 soit une baisse de -4%. Ces échanges représentaient 36% du total des échanges entre la France et les pays du Golfe.

Les exportations françaises vers le groupe de ces pays ont atteint 11,41 milliards d'euros contre 9,74 milliards en 2014 soit une progression de 17% et les importations 7,3 milliards d'euros contre 9,75 milliards en 2017 soit une baisse de 25%. Le total des échanges avec les pays de ce groupe fait ressortir un solde positif pour la France de près de 4 milliards d'euros.

En valeur, les échanges de la France avec les pays du Golfe marquent le pas en 2015 et reculent de -4%. La chute des prix du pétrole qui constitue une part importante de ces échanges est sans doute le principal facteur de cette baisse.

Les échanges avec l'Arabie saoudite chutent l'année dernière de -16, le Bahrein -49%, le Sultanat d'Oman -11%, et avec les Emirats arabes unis de -5%, toutefois ces échanges progressent fortement avec le Qatar et le Koweït respectivement de +44% et +37%. Au total le bilan des échanges de la France avec les pays du Golfe affichent un solde positif en faveur de la France dépassant 4 Md€.

En 2015, les exportations françaises vers ces pays ont accéléré de +17%, enregistrant 11,4 Mds d'euros contre 9,7 Mds d'euros une année auparavant. Les exportations ont grimpé de +6% vers l'Arabie saoudite, +122% vers le Koweït, et +89% vers le Qatar.

Visitez le site de la **Chambre de commerce franco-arabe**
www.ccf franco-arabe.org



+12,1% en Arabie saoudite, +10,8% au Qatar, +17,3% aux Emirats arabes unis et +29,9% au Sultanat d'Oman.

Dans le même temps les importations françaises en provenance de ces pays ont chuté de presque -25% enregistrant une baisse de -25% avec l'Arabie saoudite, -61% avec le Qatar, -54% avec le Bahreïn, -20% avec le Koweït, et -31% avec le sultanat d'Oman. Seules les importations en provenance des Emirats arabes unis progressent de 2%.

Une fois encore les familles de produits qui représentent les secteurs porteurs à l'export affichent les meilleures performances. Il en est ainsi du secteur pharmaceutique qui progresse de +14,3% vers l'Arabie saoudite, +19% vers les Emirats arabes unis, +10,59% vers le Qatar, +41,9% vers le Koweït et +37,9% vers Oman.

De même pour le secteur automobile qui accélère, lui aussi fortement, vers les Emirats arabes unis (+15%), le Qatar (+9,5%), Bahreïn (+101 %), Oman (+59%), mais recule de -12,8% vers l'Arabie saoudite, et de presque -20% vers le Koweït. Par ailleurs, les ventes d'aéronefs et d'engins spatiaux ont accéléré de +121% au Qatar, et de +600% au Koweït mais ont sensiblement diminué vers l'Arabie saoudite, le Bahreïn et le sultanat d'Oman.

En ce qui concerne les produits agroalimentaires, les ventes de produits laitiers accélèrent dans tous les pays de la région sauf au Sultanat d'Oman. Elles progressent de +0,12% en Arabie saoudite, +8,07% au Qatar, +11,1% vers le Koweït mais reculent de presque -70% au Sultanat d'Oman. Notons ici tout particulièrement la chute des exportations des céréales vers l'Arabie saoudite qui baissent de -54%.

Quand aux produits de luxe et du parfum l'accélération des ventes est générale et varie entre

Quand aux importations françaises depuis les pays du Golfe, elles sont composées essentiellement de produits pétroliers, d'engrais et composés azotés, de gaz naturel et industriel, d'aluminium, de parfums et produits de toilettes et parfois de fruits tropicaux, elles ont nettement reculé en 2015.

Les importations de pétrole depuis l'Arabie saoudite ont reculé de -40% et de -37% depuis le Sultanat d'Oman mais elles ont progressé de +8% depuis les Emirats arabes unis.

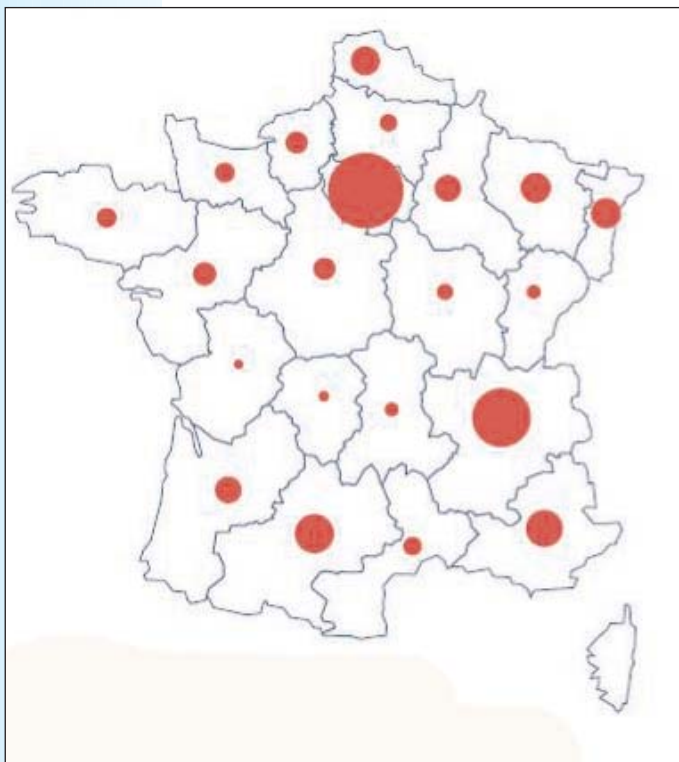
Dans le même sillage, les achats de produits du raffinage ont augmenté de +105% depuis l'Arabie saoudite et de +12% depuis les Emirats arabes unis, mais elles ont baissé de -55% depuis le Qatar, -24% depuis le Koweït et de -58% depuis Bahreïn. Par ailleurs les achats d'aluminium ont baissé de -53% depuis le Bahreïn et augmenté de +32% depuis les Emirats arabes unis. Enfin quand aux achats de parfums et de produits de toilettes, ils ont reculé de -24% depuis l'Arabie saoudite et de -77% depuis le Koweït, mais ils ont progressé de 33% depuis les Emirats arabes unis et de +114% depuis le Qatar.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

Attractivité de la France en 2015

44 mds de dollars d'IDE
962 décisions d'investissements
33 682 emplois créés ou maintenus

820 entreprises originaires des pays arabes
créant 12000 emplois recensés en 2015



Par la taille de son marché, la qualité de ses infrastructures, la qualification de sa main d'œuvre, sa place stratégique, son écosystème d'innovation et de R&D et les dispositifs mis en place pour encourager l'investissement et l'innovation, la France s'impose en 2015 comme l'un des pays les plus attractifs en Europe, et confirme son rang de deuxième destination des investissements créateurs d'emplois juste derrière la Grande Bretagne mais devant l'Allemagne.

8 nouveaux projets d'investissements en provenance des pays arabes ont été recensés en 2015 dans l'Hexagone avec 650 emplois créés ou maintenus.

« La France est une économie attractive, créative, et inventive, elle s'impose comme l'un des pays les plus attractifs en Europe », écrit Muriel Pénicaud, Directrice générale de Business France dans la présentation du dernier rapport de l'institut qu'elle dirige sur les investissements étrangers dans l'Hexagone.

« La France a séduit les américains Facebook et Google Institute, le Japonais Shiseido, l'anglais GlaxoSmithKline, le canadien Bionest Technologies Inc, l'allemand Tessenderlo Group, l'italien Cizeta medicali SPA et le géant de l'informatique Intel Corporation... qui ont choisi la France pour sa créativité, son potentiel d'innovation, son dynamisme, sa vitalité...

Les atouts de la France sont désormais reconnus, ils ne sont plus à démontrer, et portent leurs fruits», ajoute-t-elle. Selon les données de l'Observatoire Europe2 de Business France, les investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe s'établissent à 3 188 pro-

jets en 2015. Les trois principaux pays d'accueil sont le Royaume Uni, la France, et l'Allemagne. Ils accueillent à eux trois la moitié des investissements étrangers créateurs d'emploi en Europe.

Plus de 2 300 entreprises étrangères ont investi en Europe en 2015. Leurs investissements se focalisent essentiellement sur les logiciels et prestations informatiques (18%), le conseil ingénierie (11%), les constructeurs automobiles et équipementiers (7%), les services financiers (7%). Au total, les entreprises étrangères privilégient les services aux entreprises (29%), les centres de décision (28%) et les activités de production (23%).

La France avec 14% des investissements étrangers en Europe confirme son 2ème rang européen pour le nombre des investissements créateurs d'emploi en 2015, derrière le Royaume-Uni, mais devant l'Allemagne.

Les flux des investissements étrangers en



France ont bondi de +193% passant de 15 à 44 milliards de dollars, et l'on recense 962 décisions d'investissements permettant le maintien ou la création de 33682 emplois, soit 19 décisions d'investissement par semaine avec en moyenne 35 nouveaux emplois créés ou maintenus par projet d'investissement. Sur les 962 projets d'investissements recensés en France en 2015, l'on compte 476 projets de création avec à la clé 8 669 emplois, 394 projets d'extensions contribuant à la création ou au maintien de 11 815 emplois, enfin 92 projets de reprises permettant la création ou le maintien de 13 198 emplois

La répartition des projets d'investissements par fonction permet de recenser 285 projets touchants la production, 207 les centres de décision, 180 les services aux entreprises, 87 la recherche et le développement, 87 les points de vente, 67 les services aux particuliers et 58 la logistique. La fonction de production est la première contributrice de création d'emplois avec 16 168 emplois, soit 48% de l'emploi total créé. De leur côté, les centres de décisions contribuent à la création ou au maintien de 4282 emplois, les services aux entreprises 5757 emplois, la R&D 1706 emplois, les points de ventes 2255 emplois, les services aux particuliers 2404 emplois et enfin la logistique 1110 emplois.

Au total, les activités manufacturières attirent 587 projets contribuant à la création ou au maintien de 20 721 emplois alors que les activités de services attirent 375 projets avec à la clé la création ou le maintien de 12 961 emplois.

PAYS DU GOLFE

En 2015, plus de 120 entreprises originaires des pays du Golfe étaient présentes sur le territoire français employant plus de 5 000 salariés. 6 nouveaux projets d'investissements en provenance de ces pays contribuant à la création ou au maintien de 632 emplois sont venus enrichir la présence des investissements existants.

La moitié des ces projets proviennent des Emirats Arabes Unis, l'autre moitié restante provient à égalité du Koweït, du Qatar et d'Oman. Ces investissements nouveaux concernent des centres de décision à 50 % (primo-implantations) et à 17% des activités de logistique, de services aux entreprises et de services aux particuliers. Les projets d'investissement des pays du Golfe sont d'origines sectorielles diversifiées, dont l'hôtellerie, des opérateurs télécoms, du transport et de stockage. Les investissements en provenance des pays du Golfe se concentrent essentiellement dans la région Île-de-France (50%). Les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Bourgogne-Franche-Comté partagent le reste.

La répartition sectorielle de ses investissements montre une préférence pour les logiciels et prestations informatiques (12%), le textile et accessoires (6%), le conseil-ingénierie et les services aux entreprises (6 %), les équipements électriques, électroniques, informatiques (6%), l'agro-alimentaire (6 %), ainsi que les constructeurs automobiles (6%).

Quant à la répartition des investissements étrangers en fonction de la taille des sociétés mères, l'on constate que 37 % des projets d'investissements sont portés par de très grandes entreprises (plus de 5 000 salariés), 34 % par des entreprises de taille intermédiaire (250 à 5000 salariés), et 29 % par des petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés). Etats-Unis, Allemagne et Italie, principaux pays originaires des IDE en France Les Etats-Unis et l'Allemagne sont à l'origine du tiers des investissements créateurs d'emploi en France annoncés en 2015. Six pays ; Etats-

Unis, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Japon et la Belgique, sont à l'origine de 60% des investissements étrangers décidés et des deux tiers des emplois induits par ces investissements.

Avec 176 décisions d'investissement, les Etats-Unis conservent leur place de premier investisseur étranger en France, soit 18 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France et près du tiers des emplois associés.

L'Allemagne demeure le premier pays d'origine européenne, avec 141 projets d'investissement, soit 15% des investissements étrangers et 11% des emplois associés, l'Italie se positionne au 3e rang avec 84 décisions d'investissement, suivent ensuite la Grande Bretagne avec 81 projets, puis le Japon au 5e rang avec 58 projets et enfin les BRIC avec 68 projets représentent 7% de l'ensemble des investissements.

Les investissements chinois et indiens représentent respectivement 57% et 18% de l'ensemble des projets réalisés par les BRIC en France pour l'année 2015. Si les investissements américains en France se concentrent dans le domaine des logiciels et prestations informatiques, les investissements allemands préfèrent le secteur de l'énergie et les constructeurs automobiles, les italiens favorisent le secteur de l'ameublement et équipement du foyer et l'agroalimentaire, enfin, les britanniques celui du commerce et de la distribution.

CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Les entreprises multinationales d'origine étrangère présentes sur le territoire français contribuent à la croissance économique des régions d'implantation.

A fin 2013, les multinationales sous contrôle étranger réalisent 36% du chiffre d'affaires de la région Alsace, 25% pour la région Picardie et l'Ile-de-France, 22% pour la Haute-Normandie, 20% pour Rhône-Alpes, 19% pour la Lorraine et 18% pour le Nord-Pas-de-Calais. Sur le plan national, le nombre d'unités légales sous contrôle étranger s'établit à 24 530 à fin 2013 selon l'INSEE.

Ces entreprises étrangères qui ne représentent que 1% de l'ensemble des entreprises françaises contribuent à hauteur de 19% du chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble de l'économie française, emploient 13% de l'ensemble des salariés et réalisent 32% du chiffre d'affaires à l'exportation de la France. Les entreprises de taille intermédiaire sont les principaux acteurs des exportations en réalisant 59% des exportations totales des entreprises sous contrôle étranger. Dans le palmarès national des 20 000 premières entreprises exportatrices en France pour l'année 2015, un cinquième des entreprises sont sous contrôle étranger

Répartitions des investissements sur le territoire français La diversité des territoires français, la qualité de ses infrastructures, la qualification de la main-d'oeuvre, et la qualité de la vie constituent autant de facteurs d'attractivité pour les projets d'investissements étrangers dans l'Hexagone. Si tous les territoires français présentent une réelle dynamique pour l'accueil de ces nouveaux projets, les grandes métropoles constituent souvent un facteur décisif.

En termes de projets, l'Ile-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine accueillent plus de la moitié des décisions d'investissement, alors qu'en termes d'emplois créés ou maintenus les principales régions sont l'Ile-de-France avec 28% du total des emplois créés, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (25%), l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (10%) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (9%).

Par ailleurs, la répartition des projets par fonction souligne l'attractivité de l'Ile-de-France pour les « centres de décision ». Cette région accueille 64% de ces projets étrangers ciblant la France. L'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, et l'Auvergne-Rhône-Alpes se distinguent dans l'accueil des projets de production, recevant respectivement 20 % et 17% du total national, et les régions Ile-de-France et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées accueillent respectivement 31% et 13% des projets de recherche et développement. La répartition des projets par secteur industriel à forte intensité technologique illustre l'attractivité des régions Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et Auvergne-Rhône-Alpes dans la chimie accueillant chacune 19% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France.

Les régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les industries des composants électroniques accueillent respectivement 44% et 33% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France., alors que la région Languedoc-Roussillon-Midi Pyrénées attire plutôt les investissements dans les industries aéronautiques et ferroviaires accueillant 39% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France.

Enfin, les régions Ile-de-France et Alsace concentrent les investissements étrangers dans l'industrie des médicaments et les biotechnologies appliquées accueillant respectivement 24 % et 17 % de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France, et la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie les IDE ciblant l'industrie automobile accueillant 17% de l'ensemble des projets relevant de ce secteur en France.

Arabie Saoudire

« Vision 2030 » : L'Arabie reprend en main son destin économique

Données géographiques

Superficie : 2, 149,690 km²
Population : 28, 160,273 (2016)
Croissance démographique :
1,46% (2016)
Principales villes : Riyad,
Djeddah, La Mecque, Medine,
Dammam

Données économiques

Monnaie : Rial saoudien
PIB : 653,2 Mds \$ (2015)
PPA : 53,600 dollars (2015)
Croissance : 3,4% (2015)
Déficit : 18% du PIB (2015)
Exportations : 224,6 Mds \$ (2015)
Importations : 156,9 milliards de
dollars (2015)
Inflation : 2,2% (2015)
Dette publique : 7,8% du PIB
(2015)

Composition du PIB

Agriculture : 2,3%
Industrie : 46,9%
Services : 50,8%

Prix du baril pour équilibrer le budget : 105,6 dollars



Première puissance économique du Moyen-Orient, pays arabe le plus riche avec un PIB de 653 Mds de dollars en 2015, l'économie du royaume saoudien a longtemps été tributaire du secteur des hydrocarbures. La chute des prix pétroliers a coûté l'année dernière à l'économie saoudienne 75 milliards d'euros, et conduit à un ralentissement de la croissance qui n'a progressé que de 3,4% du PIB.

Cela s'est traduit par une envolée du déficit budgétaire qui devrait passer de 6,7% en 2015 à près de 20% du PIB en 2016. Toutefois dans un rapport présenté à Londres devant les investisseurs il y a quelques jours l'Arabie a annoncé que son déficit allait baisser en 2016 pour passer de 98 milliards de dollars en 2015 – son niveau record – à 87 milliards de dollars cette année.

Pour 2016 et 2017 les prévisions du Fonds monétaire arabe font ressortir une progression du PIB respectivement de 1,7% et 2% portée par la dynamique de la demande intérieure, la reprise des prix du brut en perspective pour 2017, la hausse de la production nationale de l'or noir et enfin l'entrée en application de certaines mesures du plan « Vision 2030 » qui prévoit un ensemble de réformes structurelles visant à rationaliser les dépenses publiques, à créer une synergie entre le secteur public et privé, à l'augmentation du nombre de privatisation ainsi qu'une modernisation des services publics. « Vision 2030 » étant le cadre d'une série de programmes exécutifs qui devront réformer l'économie, moderniser l'administration et

diversifier les revenus du pétrole.

Quand à l'inflation estimée à 4,1% pour cette année en raison de la hausse des prix due à la rationalisation des subventions, elle devrait baisser l'année prochaine pour évoluer autour de 3,2%.

Les échanges avec la France

Les échanges commerciaux entre la France et le royaume ont atteint l'année dernière presque 8,39 milliards d'euros. Les exportations françaises vers l'Arabie ont augmenté de 6%, à 3,1 Mds d'euros, alors que ses importations en provenance de l'Arabie se sont contractées de 25 % pour atteindre 5,3 Md EUR en raison de la baisse des prix du pétrole. Le solde commercial s'est donc largement amélioré en 2015 avec un déficit de 2,1 Mds d'euros, soit une réduction de 47,5% par rapport à 2014.

Dans le classement des fournisseurs de l'Arabie, la France a reculé de la 9^{ème} à la 10^{ème} place (au profit de la Turquie), avec une part de marché de 2,39 %, sensiblement inférieure à celle obtenue en 2014 (2,8%). Par ailleurs, l'Arabie Saoudite reste le 1^{er} fournisseur de pétrole de la France en 2015 avec une part de marché de 18,6%.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-Arabe.org

Emirats arabes Unis

Une performance économique et financière malgré la baisse des prix du brut

Données géographiques

Superficie : 83,600 km²
Population : 5, 927,482 (2016)
Croissance démographique :
2,47% (2016)
Principales villes : Abu Dhabi,
Dubai, Charja, Ras El Khaima,
Oum el Qaiwan

Données économiques

Monnaie : Dirham émirati
PIB : 345,5 milliards (2015)
PPA : 67,600 dollars (2015)
Croissance : 3,9% (2015)
Déficit : 5,5% du PIB (2015)
Exportations : 323,8 milliards de
dollars (2015)
Importations : 248,2 milliards de
dollars (2015)
Inflation : 4,1% (2015)
Dette publique : 51,1% du PIB
(2015)

Composition du PIB

Agriculture : 0,7%
Industrie : 49,4%
Services : 49,8%

Prix du baril pour équilibrer le budget : 72,6 \$ en 2015



4^{ème} producteur pétrolier de l'Opep, les Emirats arabes unis ont entrepris depuis les années 1980 de réduire leur dépendance économique aux hydrocarbures au travers le développement d'une plate-forme de services diversifiée. Aujourd'hui, le secteur pétrolier représente moins de 30% du PIB, et devrait encore se réduire à 20% à l'horizon 2020.

Selon les prévisions du FMI, la croissance économique des Emirats devrait atteindre entre 2,3% et 2,6% cette année, loin des 4,6% atteint en 2014, en raison notamment de la mollesse des activités hors hydrocarbures. Le tourisme pâtit de l'effet conjugué de l'appréciation du dirham et du ralentissement économique en Russie et en Chine, et le secteur immobilier résidentiel enregistre un recul dans le nombre et le montant des transactions.

Quand à l'inflation, elle doit évoluer autour de 4% sur l'ensemble de l'année en cours.

Le déficit public estimé à 5,5% du PIB en 2015 devrait passer entre 7% à 10% du PIB en 2016 selon les estimations du FMI, et les avoirs en devises de la Banque centrale restent élevés, aux alentours de 82 Mds \$.

Les échanges avec la France

Les Emirats arabes unis sont le 21^{ème} client de la France et son 47^{ème} fournisseur. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays s'est établi en 2015 à 4,93 Mds €, en baisse de 4,6 % par rapport à l'exercice précédent. Ces chiffres placent la Fédération au 2^{ème} rang des partenaires commerciaux de la France dans le Golfe, derrière l'Arabie Saoudite.

Les exportations françaises à destination des Emirats arabes unis ont diminué de 6,3% en 2015 à 3,8 Mds €, alors que les importations en provenance des EAU ont augmenté de 2%, à 1,09 Md €. Le solde de ces échanges fait ressortir un solde positif de 2,75 Mds en faveur de la France, et serait le 4^{ème} excédent mondial de la France en 2015.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-arabe.org

Qatar

Des performances économiques remarquables

Données géographiques

Superficie : 11,586 km²
Population : 2, 258,283 (2016)
Croissance démographique : 2,64% (2016)
Principales villes : Doha, Al Rayan, Al Khor, Al Wakra

Données économiques

Monnaie : Qatari rial
PIB : 319,8 milliards (2015)
PPA : 132,100 dollars (2015)
Croissance : 4,7% (2015)
Déficit : 5,5% du PIB (2015)
Exportations : 77,74 milliards de dollars (2015)
Importations : 37,15 milliards de dollars (2015)
Inflation : 1,7% (2015)
Dette publique : 39,9% du PIB (2015)

Composition du PIB

Agriculture : 0,1%
Industrie : 58,8%
Services : 41,1%

Prix du baril pour équilibrer le budget : 45 dollars

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-Arabe.org



L'économie du Qatar repose sur l'exploitation des hydrocarbures (54% du PIB, 94% des exportations et 80% des recettes budgétaires). Rien d'étonnant à cela puisque le pays détient selon les estimations publiées en 2014, les 3èmes réserves mondiales de gaz conventionnel (13,1% des réserves mondiales) derrière l'Iran (18%), et la Russie (17%).

Toutefois les autorités ont engagé depuis les années 2011 une politique volontariste de réduction de la part des hydrocarbures dans leur économie. La croissance qui a atteint 4,7% du PIB l'année dernière devrait progresser encore cette année et atteindre 4,9%. Elle est désormais tirée par les activités hors hydrocarbures, notamment les services et les investissements publics dans les infrastructures liés à la coupe du Monde de football de 2022 en préparation, et aux nombreux projets d'agrandissement des infrastructures qui se poursuivent dont la ville et l'aéroport de Lusail (livraison en 2019), l'autoroute Ashghal (2018) et l'aéroport de Hamad (2020), et enfin les investissements dans l'économie de la connaissance prévu dans le plan « Qatar vision 2030 » qui cible l'éducation et la R&D.

Quand à l'inflation, et malgré le dynamisme de l'activité, elle reste sous contrôle (3% en 2014 et 1,6% en 2015), et devrait évoluer autour de 2,3% à la fin de cette année.

Les échanges avec la France

Le volume des échanges entre la France et le Qatar s'élevait, en 2015, à 3 Mds €, soit une hausse de 43% par rapport à 2014.

Les exportations françaises vers le Qatar ont augmenté de 88,7%, alors que ses importations ont baissé de presque 60% en raison de la baisse en volume et en valeur des importations de gaz naturel.

Le résultat des échanges fait ressortir un solde positif en faveur de la France de +2,5 M €, faisant du Qatar le 5ème excédent commercial de la France. A l'échelle régionale, en 2015, le Qatar reste le 3ème client de la France dans la région, derrière les Emirats et l'Arabie Saoudite, et reste son 4ème fournisseur.

Bahrein

Manama peut compter sur les atouts de nombreux secteurs de l'économie

Données géographiques

Superficie : 760 km²
Population : 1, 378,904
Croissance démographique : 2,33%
Capitale : Manama
Principales villes : Muharraq, Riffa, Hammad Town, Issa Town
Dépenses de santé : 5%

Données économiques

Monnaie : Dinar Bahreïni
PIB: 64,8 Mds de dollars (2015)
PPA: 50,100 dollars (2015)
Croissance : 2,9% (2015)
Inflation : 1,9% (2015)
Déficit : -13,3% (2015)
Exportations : 14,08 Mds de dollars (2015)
Importations : 8,791 Mds de dollars (2015)

Composition du PIB

Agriculture : 0,3%
Industrie : 35,3%
Services : 64,4%

Prix du baril pour équilibrer le budget : 107,2 dollars (2015)



Premier pays à avoir découvert le pétrole en 1932, Bahrein qui exploite peut être ses derniers barils, sait comment transformer l'or noir pour le revendre et réaliser des plus values confortables. Voilà pourquoi les hydrocarbures continuent de constituer une part importante du PIB du pays.

La chute des prix du brut a impacté l'économie du royaume l'année dernière, toutefois, le pays qui a entrepris depuis des années une diversification de ses activités économiques a tiré profit de cette stratégie pour limiter l'impact de cette baisse. La croissance a progressé de 2,9% portée par le dynamisme des secteurs hors hydrocarbures. Parmi les secteurs les plus dynamiques l'année dernière l'on comptait l'hôtellerie et la restauration (+7,3%), l'activité des services à la personne (+ 6,9%), le secteur de la construction (+6,4%) et celui des transports et de la communication (+ 5,9%) selon le Bahrain Economic Development Board.

Pour 2016 et 2017 les autorités anticipent une croissance comprise entre 2,7% et 2,9%, avec une contribution toujours plus importante du secteur privé hors activités hydrocarbures estimée à + 2,7%. Quand à l'inflation qui a atteint 1,9% en 2015, elle devrait atteindre 4,6% à la fin de cette année selon les estimations des autorités en raison de la hausse des prix du carburant, de l'électricité, et de l'eau et plus généralement la baisse des subventions sur certains produits. La dette publique qui ne cesse de progresser depuis 2009 représentait 63% du PIB en 2015 et le budget

adopté en juillet 2015 prévoit un déficit de 12,5% du PIB en 2016 (contre 5% du PIB en 2014). Enfin quand au compte courant il devrait enregistrer un déficit de l'ordre de 8,2% du PIB en 2016 soit 2,4 Mds USD selon le FMI.

Les échanges avec la France

Les échanges commerciaux entre la France et Bahrein ont été divisés par deux en un an puisque le volume cumulé des exportations et des importations représentaient seulement 218,1 MEUR en 2015 contre 427,3 MEUR en 2014. Toutefois le résultat des échanges fait ressortir un solde commercial positif en faveur de la France de 41,8 MEUR (43,5 MEUR en 2014).

Toutefois les entreprises françaises se montrent bien actives dans les projets de développement du pays : construction d'une usine d'incinération d'ordures ménagères et de production d'électricité, doublement de la capacité de l'usine de traitement des eaux usées, extension / modernisation de l'aéroport de Bahrein, construction d'une sixième ligne de production de l'usine d'aluminium Alba. Enfin, notons la signature en septembre 2015 d'un contrat de 57 M USD entre l'entreprise bahreïnienne GARMCO spécialisée dans la transformation aluminium et le groupe français FIVES, et le contrat signé entre Expertise France et les autorités pour l'aménagement de la corniche de Manama en janvier 2016.

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

Koweït

D'une économie de rente à une économie ouverte et diversifiée

Données géographiques

Superficie : 17,818 km²
 Population : 2, 832,776 (2016)
 Croissance démographique :
 1,53% (2016)
 Principales villes : Koweït City,
 Ahmadi

Données économiques

Monnaie : Dinar koweïtien
 PIB : 120, 7 Mds de dollars
 (2015)
 PPA : 70,200 dollars (2015)
 Croissance : 0,5% (2015)
 Déficit : 18% du PIB (2015)
 Exportations : 57,13 Mds de dol-
 lars (2015)
 Importations : 25,67 Mds de dol-
 lars (2015)
 Inflation : 3,4% (2015)
 Dette publique : 9,5% du PIB
 (2015)

Composition du PIB

Agriculture : 0,43%
 Industrie : 59,4%
 Services : 40,2%

Prix du baril pour équilibrer le budget : 67 dollars

Visitez le site
 de la **Chambre**
 de commerce
franco-arabe
[www.ccf franco-
arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)



Le Koweït qui détient les quatrième réserves mondiales de pétrole et où les hydrocarbures représentent plus de 50 % du PIB du pays et 93,6 % de ses recettes budgétaires, la chute des prix du brut représente un vrai défi pour les autorités qui ont annoncé pour la première fois depuis quinze ans un déficit pour l'exercice fiscal 2015/2016 atteignant 15,3 milliards de dollars.

Les revenus pétroliers ont atteint durant cet exercice 40,1 milliards de dollars soit 46,3% de moins que la période précédente et ont contribué à hauteur de 89% de l'ensemble des revenus, contre 95% pour l'exercice précédent. Mais le pays qui dispose d'un important fonds souverain le « Kuwait Investment Authority », doté de plus de 600 milliards de dollars, a annoncé dans la foulée un plan quinquennal 2016-2020 qui prévoit des investissements de plus de 110 milliards de dollars dans les différents secteurs de l'économie et a adopté une série de mesures pour redéfinir le rôle de l'Etat dans l'activité économique, soutenir le secteur privé, et diversifier l'économie.

Dans cette perspective, si la croissance en 2015 n'a guère dépassé les 0,5% du PIB, elle devrait croître cette année sous l'impulsion des dépenses publiques, les grands projets annoncés, et la consommation des ménages qui reste robuste. Les autorités tablent sur une croissance de 1,3% en 2016 et 1,7% en 2017. Par ailleurs l'inflation devrait atteindre

à la fin de cette année 3,7% en raison de la hausse des prix de certains produits alimentaires sous l'effet de la rationalisation des subventions. Pour 2017 l'inflation est attendue à 4,1%. Et la balance commerciale structurellement excédentaire verrait son solde diminuer proportionnellement à la baisse des prix du brut et des exportations.

Les échanges avec la France

En 2015, les échanges entre la France et le Koweït ont progressé de 37% par rapport à 2014 atteignant 1.71 milliards d'euros. Les résultats de ces échanges sont passé d'un solde négatif de -254 millions d'euros à un solde positif en faveur de la France de plus de 500 millions d'euros. En 2015, le Koweït était le troisième partenaire économique de la France au sein de la région du Golfe, derrière l'Arabie saoudite et les Emirats Arabes Unis.

Les secteurs porteurs identifiés au Koweït pour les entreprises françaises sont l'énergie, le traitement de l'eau, la santé, les transports, les infrastructures, la sécurité-défense, la protection de l'environnement et le développement durable alors que dans le commerce on retrouve les produits de luxe, les produits agroalimentaires et les équipements pour l'industrie.

Oman

Une politique favorable aux affaires



Données géographiques

Superficie : 309,500 km²
Population : 3, 355,262 (2016)
Croissance démographique : 2,05% (2016)
Principales villes : Mascat, Duqm, Sallalah, Sohar.

Données économiques

Monnaie : Rial omanais
PIB : 58,49 milliards (2015)
PPA : 44,600 dollars (2015)
Croissance : 3,3% (2015)
Déficit : 10,8% (2015)
Exportations : 39,14 Mds de dollars (2015)
Importations : 25,1 Mds de dollars (2015)
Inflation : 0,2% (2015)
Dette publique : 7 % du PIB (2015)

Composition du PIB

Agriculture : 1,4%
Industrie : 52%
Services : 46,6%

Prix du baril pour équilibrer le budget : 99 USD en 2015

**Visitez le site
de la Chambre
de commerce
franco-arabe**
**www.ccf franco-
arabe.org**

La chute des prix du pétrole, couplée à une moindre demande des partenaires traditionnels du Sultanat sont parmi les défis majeurs de l'économie omanaise. En 2015, la croissance a progressé de 3,3 % soutenue essentiellement par la hausse de la production pétrolière passée de 943 000 b/j en moyenne en 2014 à 981 000 b/j, mais des taux de croissance qui avoisinaient les 5%.

Pour 2016, et en dépit de la nouvelle augmentation de la production de pétrole à 1 million b/j en moyenne sur le 1^{er} semestre 2016, la croissance n'atteindrait cette année que 1,7% selon le FMI, l'atonie de la progression du PIB pétrolier (0,8 %) étant insuffisamment compensée par la hausse de l'activité des secteurs non-pétroliers (2,5 %). Pour 2017, le FMI s'attend à un léger rebond de l'activité à 2,5 %. Enfin concernant l'inflation, elle devrait atteindre à la fin de cette année 0,2 %.

Au plan budgétaire, les autorités ont adopté des mesures qui tendent à réduire les déficits en rationalisant les subventions et emprunté sur le marché domestique, ils ont en outre émis pour 2,5 Mds USD d'obligations sur les marchés internationaux.

Au plan externe, alors que le Sultanat dégageait un excédent courant, le pays a enregistré l'an passé un déficit de -17,5 % du PIB qui devrait se creuser davantage cette année à -20,6 % (environ 13 Mds USD) selon le FMI. Mais, malgré cette dégradation des comptes

externes, les réserves de la Banque centrale ont augmenté l'an passé pour atteindre 17,5 Mds USD en fin de période contre 16,3 Mds USD fin 2014.

Les échanges avec la France

Au cours des dix dernières années, le total des échanges bilatéraux n'a jamais dépassé 700 millions d'euros. Ils se sont intensifiés en 2013, pour s'établir à 584,5 millions d'euros. Ils se sont ensuite stabilisés pour atteindre 518 millions d'euros en 2015 et un excédent de la balance commerciale à 408 millions d'euros. La présence française dans le Sultanat est essentiellement liée aux secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'environnement et des infrastructures. Le groupe Suez-Dégremont a signé, en janvier 2016, un accord sur la construction et l'exploitation une unité de dessalement d'eau de mer avec le gouvernement d'Oman. Pourtant de nombreux projets en chantier ou en cours de préparation notamment dans autour des grandes villes côtières comme Duqm, Sallalah ou la capitale Mascat ouvrent de grandes opportunités pour les entreprises françaises pour s'engager davantage dans le développement de ce pays.

PROGRAMME

8h00 – 8h30 Accueil et enregistrement des participants.

8h30 – 9h30 Séance d'ouverture (Salon Elysée)

- * **M. Vincent Reina**, *Président de la CCFA.*
- * **Dr Saleh Al Tayar**, *Secrétaire Général de la CCFA.*
- * **SE Dr Majed Al-Qassabi**, *Ministre du commerce et de l'investissement, Royaume d'Arabie Saoudite.*
- * **M. Matthias Fekl**, *Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des français de l'étranger.*
- * **SE M Khalid AbdulrahmanAlmoyed**, *Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bahreïn.*
- * **Dr Dhafer Ahmad Alumran**, *Adjoint chargé des affaires du Conseil de Coopération du Golfe et des pays occidentaux – Ministère des Affaires Etrangères à Bahreïn.*
- * **SE Dr Abdulaziz Al Auwaisheg**, *Secrétaire Général adjoint pour les affaires politiques et les négociations - Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe.*

9h30 – 11h00

Séance de travail sur le thème : « Renforcer les investissements et les échanges commerciaux entre la France et les Etats du Conseil de Coopération du Golfe » : (Salon Elysée)

- * Les perspectives des relations économiques et commerciales entre la France et les pays du Golfe
 - * L'environnement de l'investissement, le marché commun des pays du Golfe, les avantages accordés aux investisseurs.
 - * Les projets stratégiques entre la France et les pays du Golfe

- * **M. Abdul RaheemNaqi**, *Secrétaire Général de la Fédération des Chambres des pays du Conseil du Golfe (Président de séance).*
- * **M. Jérôme Bonnafont**, *Directeur à la Direction de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère français des Affaires étrangères.*
- * **Mme Hadeel Al Samhan**, *3ème Secrétaire - Département des affaires politiques et les négociations – Conseil de Coopération du Golfe.*
- * **Mme Agnès Romatet-Espagne**, *Directrice des entreprises et de l'économie internationale au Ministère des Affaires étrangères.*
- * **M. Abdulaziz Bin Hamad Al Ageel**, *Secrétaire Général de l'organisation du Golfe pour les Conseils industriels.*
- * **M. Axel Baroux**, *Directeur Exécutif de Business France.*
- * **M. UsamahKurdi**, *Vice-Président de la Chambre de Commerce Internationale saoudienne, homme d'affaires*
- * **Mme Maha Abdul Mohsen Al Mansour**, *Directrice des projets d'eau – Ministère de l'électricité et de l'eau.*
- * **M. Julien Buissart**, *Chef de Bureau à la Direction Générale du Trésor - Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.*
- * **Dr Abdullah Al Quaiz**, *Président du Conseil d'administration de BNP Paribas à Riyadh.*
- * **M. Hatem Abouollo**, *Président du Groupe SABER.*

11h00 – 12h00 Les ateliers de travail 1 & 2 (simultanés)

Les dernières 15 minutes sont consacrées aux rencontres B2B

Atelier 1 : (Salon Elysée)

*** Le rôle des Fonds souverains, des organisations et des institutions de financement dans le financement des projets communs des PME et des jeunes entrepreneurs.**

- * **Mme WallaNahas**, *Femme d'affaires du Royaume d'Arabie Saoudite (Présidente de séance).*
- * **M. Xavier Tessier**, *Secrétaire Général-CDC International Capital.*
- * **Mme Amal Sanad**, *Projets et Conseils – Tamkine*
- * **M. Arnaud de Bresson**, *Délégué Général - Paris Europlace.*
- * **M. Younis BinMohamed Al Nasri**, *Chargé d'affaires du Directeur Général des filiales du Fonds Rafd .*
- * **Dr ReemHamad Al Assaf**, *femme d'affaires.*

PROGRAMME (SUITE)

Atelier 2 : (Salon Etoile)

*** La coopération entre la France et les pays du Golfe dans le secteur de la santé et des produits pharmaceutiques.**

- * **M. Pierre Savart**, *Directeur des Opérations Internationales - Les Entreprises du médicament (LEEM) (Président de séance).*
- * **Dr Yahya Al Wazna**, *Président du Conseil d'administration du Groupe des Cadres.*
- * **M. Hamouda Zaouia**, *Directeur de Région Afrique/Moyen-Orient - Pierre Fabre Médicament.*
- * **Dr Nabeel Mishah**, *Conseiller du service des soins techniques à l'hôpital du Roi Abdul Aziz – Jeddah.*

12h00 – 13h00

Les ateliers de travail 3 & 4 (simultanés)

Les dernières 15 minutes sont consacrées aux rencontres B2B

Atelier 3 : (Salon Elysée)

*** La coopération entre la France et les pays du Golfe dans la politique du développement de la Ville durable.**

- * **M. Jean-Luc Chapoton**, *vice-Président de la CCFA, Directeur commercial international, Groupe RATP DEV (Président de séance).*
- * **M. François-Xavier Perin**, *Président du Directoire, Groupe RATP DEV*
- * **Dr Ramez AL ASSAR**, *Représentant permanent de la Banque Mondiale auprès du Secrétariat Général du Conseil de Coopération du Golfe.*
- * **M. Hervé Marseille**, *Sénateur des Hauts-de-Seine, Président du Syctom.*
- * **M. NazmiAlnasr**, *vice-Président, Université du Roi Abdallah pour les Sciences et la Technologie.*
- * **M. Jean-Baptiste Dementhon**, *vice-Président, AAQIUS.*
- * **Mme Souad Hosni**, *Présidente du Conseil d'administration - Nexus pour les Services des hommes d'affaires.*

Atelier 4 : (Salon Etoile)

*** La coopération dans le domaine de la technologie nouvelle et de l'économie numérique.**

- * **Dr Abdullah Al Moajel**, *Président du Conseil d'administration - Dimensions et effets mondiaux de la formation et de l'enseignement (Président de séance).*
- * **M. Michel-Marie Maudet**, *Co-fondateur, Directeur Général adjoint – LINAGORA.*
- * **M. Abdul Aziz Othman**, *Conseiller et Directeur du département de la formation – Société novatrice Afkar.*
- * **Mme Dounia Jouron**, *Responsable des partenariats, Cap Digital.*

13h00 – 13h30

Séance de clôture des travaux du Forum : (Salon Elysée)

- * **M. Abdul RaheemNaqi**, *Secrétaire Général de la Fédération des CCI du Golfe.*
- * **Dr Saleh Al Tayar**, *Secrétaire Général de la CCFA.*
- * **M. Vincent Reina**, *Président de la CCFA.*

13h30 – 15h00

Cocktail déjeunatoire Networking(Salon Vendôme)